



DES MOBILISATIONS QUI RECHAUFFENT LE CLIMAT SOCIAL CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT !

A La Poste, dans les hôpitaux, ou à Sanofi, comme dans bien d'autres entreprises, des salariés refusent de subir sans réagir les coups portés par leurs directions. Des grèves contre des projets de réorganisation, pour l'augmentation des salaires, l'arrêt de la dégradation des conditions de travail, se multiplient en ce moment dans le pays.

Une première victoire à La Poste

En Basse-Normandie, la direction de La Poste espérait que son projet de réorganisation passe comme... une lettre à la poste. Elle en a été pour ses frais. Il était question de remplacer une pause payée de 20 minutes par une pause obligatoire... non payée d'au moins trois quarts d'heure, sur le temps de midi. Par ce moyen, la direction escomptait pouvoir supprimer encore de nombreux emplois. Eh bien, ça n'a pas marché. Massivement, jusqu'à 100% dans certains bureaux, les facteurs de Basse-Normandie ont dit : non, stop, ça suffit ! Le 24 février, à Caen, leur manifestation a réuni près de 600 personnes, du jamais vu. Ce qui a fait la force de cette grève, c'est qu'elle a touché simultanément 3 départements : Manche, Calvados et Orne. C'est cela qui a permis de créer le rapport de force pour que La Poste recule rapidement, après seulement 2 jours de grève !

Débrayages et grèves pour les salaires

Dans tout le pays, depuis le début de l'année, les débrayages et les grèves se multiplient : chez Vinci, Thalès, Véolia, Michelin, Hutchinson, Carrefour, Bigard, Castorama, Air Liquide, Dassault, Brink's, Petit bateau, Lindt, L'Oréal, Valéo, Fleury Michon, Aéroports de Paris, Legrand, Henkel, Intermarché ou encore les transports routiers et bien d'autres.

Le plus emblématique de ces mouvements est peut être celui de Sanofi, dont plusieurs centres sont touchés, comme Ambarès ou Sisteron, où se mène une grève depuis plus de 2 semaines. A l'heure où le nouveau PDG se voit attribuer 4 millions d'euros

de cadeau de bienvenue avant même d'être arrivé (plus de 228 années de SMIC brut), où des milliers d'emplois ont été détruits ces dernières années, les salariés revendiquent des augmentations de salaire. Car de l'argent, il y en a. La somme versée aux actionnaires représente 3 fois la totalité des salaires de l'ensemble des salariés Sanofi France !

Dans les hôpitaux, ça déborde

Plusieurs services d'urgence se sont mis en grève pour dénoncer le sous-effectif chronique dont ils souffrent, alors que la situation devient chaque jour plus catastrophique. Au Mans, à Cahors notamment, une partie du personnel des hôpitaux ont entrepris des mouvements de protestation, grèves, manifestations, pour dénoncer le manque de personnel, qui se traduit par des conditions de travail très dégradées, qui affectent bien sûr les patients.

SALAIRES,
LICENCIEMENTS,
CARTES...



IL FAUT TAPER
DU POING SUR LA
TABLE !

Plus que jamais, la convergence des luttes s'impose

Les salariés sont attaqués, les actionnaires gavés : ça ne peut plus durer ! Il est indispensable d'élargir la protestation au niveau national. Car les attaques des services publics ont les mêmes causes que dans les entreprises du privé.

Le 9 avril prochain, les syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU appellent à une journée de grève interprofessionnelle, certes bien tardive, contre l'austérité et pour le retrait de la loi Macron. A nous d'en faire un relais national pour contrer les offensives patronales et gouvernementales. En relayant les luttes existantes, elle peut permettre d'exprimer, massivement, nationalement le ras le bol accumulé et être un encouragement à mettre en place une convergence des luttes pour préparer un mouvement d'ensemble. L'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa loi Macron – qui démantèle le droit du travail – est la preuve que ce gouvernement n'est pas si fort et qu'on peut le faire reculer !

SOVAB : l'exploitation en chiffre...

En 2014, la production a augmenté de 17 % mais les effectifs, eux, ont baissé de 4 %.

Produire plus avec moins de travailleurs, les patrons appellent ça augmenter la productivité. Nous on appelle ça aggraver l'exploitation !

Renault : champion de la publicité... mensongère!

Renault et son PDG Carlos Ghosn ont annoncé jeudi 12 février 1 000 embauches en France en 2015. Entre novembre 2013 et novembre 2014, après la signature de l'accord de compétitivité, Renault a perdu près de 2 000 emplois... Et en dix ans, la saignée a été de plus de 30 000 emplois, avec des effectifs qui sont passés de 76 000 en 2004 à 45 000 fin 2014.

Ghosn est plus bavard sur les accords de compétitivité que sur les profits personnels qu'il en a retirés: un gain net de 4 millions d'euros pour son propre portefeuille, due au « plus » de ses actions Renault depuis la signature des accords de compétitivité.

Pendant que la direction publiait ses résultats financiers, le gel des salaires était annoncé lors des négociations salariales. Il n'y aura que des augmentations individuelles au mérite, de moins de 1%.

Pour eux, tout va bien...

Et pendant ce temps, les affaires de Renault vont mieux. En 2014, le bénéfice net a été multiplié par 3, passant à 1,83 milliard d'euros. Ceux qui en profitent sont les actionnaires. En 2014, ils avaient déjà touché 508 millions d'euros, et les dividendes versés en 2015 augmenteront de 12%, passant de 1,7 à 1,92 euros par action. 12% de rentes pour ceux qui ne foutent rien et 0% pour ceux qui travaillent.

Que cela ne fasse pas le compte est une évidence. Vendredi 13 février, des débrayages avaient été appelés dans tout le groupe Renault par la CGT. Les usines de Cléon (76) et du Mans (72), ont connu des actions mobilisant environ 200 salariés/ées. Au centre de Lardy (91), là où le débrayage a été le plus significatif, il y a eu appel et tract commun CGT et SUD. Au centre de Guyancourt (78), SUD avait aussi appelé au débrayage, revendiquant 300 euros pour tous.

Pourtant, avec près de deux milliards d'euros annoncés de bénéfices, « ils » ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas les moyens de payer! Mais pour faire céder la direction de Renault pour de bon, il faudrait bien davantage que ces débrayages devenus des classiques des négociations annuelles.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, c'est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

Les ventes de PSA augmentent mais pas les salaires !

Les ventes mondiales ont augmenté en 2014. PSA a vendu 2,939 millions de voitures, soit 4,3 % de plus qu'en 2013. L'augmentation des ventes provient principalement de celles réalisées en Chine. Après sept années de baisse des ventes en Europe et en France, celles-ci sont également en hausse. Nul doute que les résultats financiers profiteront aux propriétaires et actionnaires.

Que les ventes baissent ou augmentent, c'est toujours ceinture et austérité pour les salariés/ées, alors que les profits sont directement indexés sur la hausse des ventes dont notre travail est la source. Oui, les ventes en augmentation justifient encore plus les revendications sur salaires !

Le 8 mars 2015 pour le droit des femmes, il y a toujours urgence à se mobiliser !

La loi Macron prévoit l'extension du travail du dimanche sans obligation de majoration des heures, veut faire commencer le « travail de nuit » à des heures plus tardives, et favoriser des contrats précaires pour les salariés/ées. Premières visées par ces mesures, les femmes sont toujours moins payées que les hommes et occupent la majorité des temps partiels imposés. L'austérité dans les services publics bloque la création de crèches, de nombreuses femmes étant contraintes à arrêter de travailler faute de place. Le droit à l'avortement est aujourd'hui remis en cause par les fermetures de centre IVG.

Les violences faites aux femmes à la maison ou dans la rue sont entretenues par le climat sexiste et réactionnaire qui alimente la montée de l'extrême-droite.

Patrons et puissants profitent de ces discriminations que malgré leurs discours hypocrites, ils organisent. L'égalité entre femmes et hommes est toujours à conquérir.

Manifestation pour les droits des femmes : dimanche 8 mars à 10h, place Maginot à Nancy

Hausse des salaires en Allemagne

En Allemagne aussi, les salaires sont la préoccupation des travailleurs. Du coup, devant les mobilisations de centaines de milliers de salariés organisées depuis début janvier dans la métallurgie, les patrons ont accordé une augmentation de 3,4% accompagnée d'une prime de 150 euros. Ils proposaient 2,2% au départ, pleurant misère. Les pauvres ! Il a bien fallu qu'ils entendent raison.

Spéculation sur la faim : ça continue !

Plusieurs banques sont dénoncées par l'ONG Oxfam, pour leurs spéculations sur les matières premières alimentaires. Pour gagner de l'argent, BNP ou Société générale proposent des fonds spéculatifs sur le prix des céréales. Si les prix augmentent, les profits des investisseurs aussi, quitte à plonger des régions entières dans la famine. Les banques s'étaient engagées il y a deux ans à ne plus proposer ce genre de produits. Résultat : la valeur de ces fonds est passée de 2,5 à 3,5 milliards d'euros.